



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 09/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **COBOGAL (COMPAGNIE BORDELAISE DES GAZ LIQUEFIES)**

Z.I du BEC D'AMBES  
33810 Ambès

Références : UD33-CRA-26-180  
Code AIOT : 0005200263

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement COBOGAL (COMPAGNIE BORDELAISE DES GAZ LIQUEFIES) implanté LD LACAUSSADE LIEU-DIT LACAUSSADE 33810 Ambès. L'inspection a été annoncée le 13/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans l'action nationale liée à la mise en œuvre des mesures de prévention associées aux zones ATEX. Elle a pour objectif de vérifier que l'exploitant met en œuvre de manière adaptée les mesures permettant de prévenir ces risques, en particulier la bonne identification des zones concernées, la bonne mise en place des procédures, notamment les consignes de sécurité, l'identification des travaux autorisés dans ces zones ou encore la conformité des matériels installés dans ces zones.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COBOGAL (COMPAGNIE BORDELAISE DES GAZ LIQUEFIES)
- LD LACAUSSADE LIEU-DIT LACAUSSADE 33810 Ambes
- Code AIOT : 0005200263
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société COBOGAL exploite à Ambès un centre de réception, stockage et distribution de GPL, ainsi qu'un centre emplisseur (conditionnement de bouteilles). Ses activités sont les suivantes :

- réception de propane et butane par mer ;
- réception de butane et propane par fer ;
- réception de butane et propane par route ;
- stockage de butane et propane en sphères aériennes ou sous talus ;
- conditionnement de butane et propane en bouteilles palettisées ;
- expédition de GPL par route via 4 postes de chargement camions libre-service. Le site dispose d'installations d'approvisionnement par voie ferrée (embranchement direct) et par voie maritime, via un appontement privé en Garonne, situé à 1 km du dépôt.

L'établissement est classé SEVESO Seuil haut pour son activité de stockage de GPL.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN26 ATEX
- ATEX

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a également été l'occasion de faire un retour sur l'épisode de montée des eaux qui a eu lieu le jeudi 18/02/2026. Un épisode de crue accentuée par des marées hautes a provoqué une montée des eaux dans le département de la Gironde. La montée des eaux s'est arrêtée au parking situé à l'extérieur du site. Le site n'a pas été impacté mais l'accessibilité des équipes a été perturbée pour le personnel qui arrive aux alentours de 9h. Les opérateurs qui prennent leur poste à 6h, ont pu rejoindre le site.

Le jeudi soir, des batardeaux ont été installés et le POI activé. Les équipes sont parties avant la montée des eaux et l'heure du vendredi matin a été décalée à 10h pour éviter tout blocage du personnel pour se rendre sur le site.

L'exploitant ne déplore aucun dégât, également sur l'apportement.

L'exploitant a reçu tardivement l'information de risque de montée des eaux. Il est invité à revoir sa stratégie d'alerte Vigicrues afin de permettre une meilleure anticipation en cas de prévision des crues.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande d'action corrective	3 mois
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet
3	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
4	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a entamé une démarche de gestion du risque en zone ATEX avec une mise à jour de son DRPCE, la vérification des EPI pour éviter le risque électrostatique et l'adéquation des matériels électriques présents dans les zones ATEX. Il lui reste à définir une stratégie de suivi de ces équipements et de leur remplacement.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]
<b>Constats :</b>  <u>Documents consultés :</u> <i>Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE), version septembre 2025</i> <i>Zonage ATEX site complet, version du 22/09/2025</i> <i>Zonage ATEX Hall de conditionnement, révision 2 en date du 21/03/2024.</i>

L'exploitant a entamé une démarche de remise à jour de son DRPCE en 2025. Le zonage des zones ATEX a été totalement repris et une vérification la plus exhaustive possible de l'adéquation des appareils dans les zones a été effectuée. Ce travail a abouti à la fourniture d'un fichier tableau comportant les photographies des étiquettes des appareils, de leur lecture et de l'analyse de la conformité. La cartographie des zones ATEX a également été revue et affinée.

Le DRPCE comprend une identification des sources de dégagement, les moyens de maîtrise et de ventilation, la synthèse des zones ATEX identifiées, l'adéquation des appareils électriques et non électriques. Le document considère les risques électrostatiques. En inspection, l'exploitant déclare que sur ce point, leur prestataire a vérifié que les EPI mis à la disposition des personnels étaient conformes pour travailler en zone ATEX.

Par sondage, le zonage ATEX est cohérent avec l'analyse préliminaire des risques de l'EDD en traitant le risque d'explosion. Par exemple l'EDD tient compte d'un événement redouté central de perte de confinement d'un wagon ou d'une sphère.

L'exploitant prévoit une mise à jour annuelle de son DRPCE lors la mise à jour de son document unique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Plan général des zones à risques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Plan des zones à risques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour les documents suivants :

- [...];
- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 (Cf PdC n°1) avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ;
- [...]

**Constats :**

L'exploitant a remis à jour le plan des zones ATEX sur le site entier en septembre 2025. L'exploitant tient à disposition à l'entrée de son bâtiment administratif les plans des zonages ATEX.

Les plans font figurer les zones 0,1 et 2 et proposent un visuel en plan de masse et des vues en coupe afin d'identifier la forme des zones ATEX.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Identification des zones à risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour (Cf PdC n°2).</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En visite d'inspection, il a été constaté la présence d'une signalétique des consignes à respecter en entrant dans les zones identifiées ATEX (interdiction du téléphone portable, de fumer, d'apporter du feu, de port des EPI...).</p> <p>L'exploitant a pris le parti d'englober tout le hall de conditionnement en zone ATEX dans la symbolisation du zonage par simplification et lisibilité. Ainsi, une signalétique est visible sur les portes d'accès au hall de conditionnement et un marquage jaune au sol symbolise la zone.</p> <p>Pour le reste du site, la signalétique est visible sur le chaîne marquant le passage de la zone administrative à la partie dépotage des wagons, du vrac et des camions. Une seule signalétique ATEX est disponible aux abords des wagons et des sphères. Suite à l'inspection, l'exploitant a procédé au renforcement de la signalisation. Les photos l'attestant ont été envoyées à l'inspection pour le prouver, par courriel en date du 25/02/2026.</p> <p>La cuve de fioul n'était pas signalée ATEX. Une signalisation y a été apposée à la suite de l'inspection (cf mail du 25/02/2026 avec photographie à l'appui).</p> <p>La symbolisation du zonage terrain ne distingue pas les zonages 0,1 et 2.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Formation d'atmosphère explosive

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Ventilation des locaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel en date du 25/02/2026, l'exploitant a transmis les attestations de formation pour autoriser l'intervention en zone à risque d'explosion de ses opérateurs. La dernière formation s'est déroulée le 17/10/2025 et a une validité de 3 ans.</p>

Tout prestataire intervenant sur le site doit visionner une vidéo d'accueil expliquant le risque explosif et les mesures de prévention à mettre en œuvre et doit répondre à un questionnaire.

Concernant les systèmes de ventilation, seul le hall de conditionnement peut être concerné par des zones ATEX dans un espace clos. Les zones ATEX se situent à proximité immédiate des bouchons des bouteilles sur les carrousels et se situent à une distance de 25 cm de ces derniers. Considérant la taille du hall de conditionnement et la ventilation naturelle présente dans le bâtiment, l'exploitant a considéré que la zone est suffisamment ventilée pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Conformité des appareils

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage

**Prescription contrôlée :**

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

**Constats :**

Document consulté :

*Assistance à l'adéquation des matériels électriques aux zones à risque d'explosion en date du 19/12/2025*

Par sondage, l'inspection des installations classées a constaté les éléments suivants :

- Dans le hall de conditionnement :
  - aux abords du carrousel d'emplissage des bouteilles de 13 kg, le boîtier de sécurité étiqueté "point 19" a une vis manquante en bas à droite. Le marquage du boîtier est illisible. L'équipement de maintenance a procédé à la réparation le jour de l'inspection.
  - aux abords du carrousel d'emplissage de bouteilles de 35 kg, le marquage de 3 boîtiers de commande SIRIGA ont été contrôlés : 1 marquage illisible et 2 marquages lisibles. L'implantation de ces matériels est en adéquation avec la zone ATEX.
- A proximité du poste 1 de déchargement wagons :
  - le capteur de position de la marque LEF Industries a un marquage lisible. Le matériel est en adéquation avec la zone ATEX.
  - un boîtier de jonction situé en dessous du capteur de position n'a aucune étiquette
- Sous la sphère S2 :
  - le luminaire Vyrtrych a son marquage lisible. Il est en adéquation avec la zone où il se situe.

- Le distributeur V23 a son marquage lisible. Il est en adéquation avec la zone où il se situe.

Ces équipements apparaissent dans le fichier cité ci-dessus et sont identiques aux constats ci-dessus excepté pour le luminaire. Les luminaires ont été recensés par échantillonnage.

L'exploitant souhaite que ce tableau de recensement évolue au gré des évolutions.

L'exploitant déclare qu'un boîtier de dérivation qui n'était pas en adéquation, situé au dessus de la cuve de fioul, a été remplacé. Le fichier n'a pas été mis à jour sur ce point.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant définit un plan d'action concernant la liste des équipements situés en zone ATEX pour traiter le cas d'équipements pour lesquels les marquages sont absents et illisibles, et définit une stratégie de surveillance de l'état de ces équipements.

L'exploitant définit une stratégie pour faire évoluer la liste des équipements présents en zone ATEX en fonction des maintenances préventives et des remplacements.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 6 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Vérifications périodiques

#### **Prescription contrôlée :**

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

#### **Constats :**

##### Documents consultés :

*Rapport de vérification périodique des installations électriques en date du 19/12/2025*

*Compte rendu de vérification périodique Q18 en date du 19/12/2025*

Le compte rendu Q18 fait apparaître l'absence de danger constaté sur le site. Les rapports de vérification périodiques sur les installations électriques fait apparaître 26 observations. L'exploitant déclare que les observations n'ont pas encore été traitées par les équipes de maintenance.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**



L'exploitant procède aux réparations pour lever les non-conformités sur les installations électriques.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois